



Thème au programme des concours 2006

La justice

Comme à l'habitude la notion proposée à votre réflexion semble immédiatement décourager tout espoir de détermination rigoureuse tant **le terme couvre un vaste champ de significations** :

- ❖ la justice évoque un ordre global de relations et surtout son principe, généralement évoquée comme norme essentielle de ce qui vaut ;
- ❖ la justice est également une des quatre vertus cardinales (courage, justice, prudence, tempérance), et comme telle elle fait signe vers l'ordre de la morale ;
- ❖ la justice enfin désigne une institution politique positive assurant la régulation de la vie sociale par l'application de la loi.

- ❖ A la première signification se réfèrent implicitement de nombreux jugements : quand nous parlons d'injustice, de violence, c'est au nom d'un ordre juste mis à mal, ordre essentiel et naturel, que sa nature soit identifiée à un cosmos rationnel ou à la nature humaine.
- ❖ La seconde signification apparaît bien lorsque nous disons de quelqu'un qu'il est *juste* pour reconnaître en lui une qualité morale par laquelle il donne et rend à chacun comme cela doit être. Il opère dans un souci des bons partages.
- ❖ La troisième signification transparaît dans les expressions courantes : *Palais de Justice, administration judiciaire, ministère de la justice, décision de justice...*

Le terme recouvre donc trois dimensions : ontologique (quand il se réfère à l'être essentiel constitutif de l'ordre des choses opposé au devenir), **morale et politique**.

On peut d'abord tenter de les relier logiquement. Pourtant **si l'on voit bien comment ces dimensions peuvent s'articuler, le fondement même de l'articulation semble insaisissable** : si l'on peut en effet dire que l'homme juste est celui qui s'efforce dans sa conduite de s'ajuster à l'ordre vrai des choses, de donner et rendre à chacun conformément à ce qu'il convient, et que par là la



justice politique constitue la transposition au plan politique de cette judicieuse justesse, néanmoins comment déterminer cet ordre vrai ? Comment s'ajuster moralement, politiquement, à ce qui se dérobe à toute détermination claire, indiscutable, définitive ?

En d'autres termes nos jugements ne cessent de se référer à la justice comme à un ordre dont l'évocation plus ou moins explicite vaut comme position de légitimité contre des pratiques, des situations tout autant défendues comme légitimes par quelque référence à la justice.

On pourrait alors en rester à la distinction de ces trois plans de signification : il suffit quand on emploie le terme de *justice* d'avoir clairement présent à l'esprit ce dont on parle. Mais **chaque signification est comme parasitée par les deux autres qui introduisent des difficultés**.

Ainsi la justice comme vertu n'est pas une simple vertu parmi quatre, car si la justice consiste bien à rendre à chacun ce qui lui revient conformément à ce qu'il est, elle est alors indispensable au courage, à la tempérance et à la prudence. Par exemple, une prudence hors de propos constitue un excès de prudence, prudence aussi inappropriée qu'injustifiée. La justice est-elle donc une vertu ou la condition de toute vertu par la capacité à distinguer le bon ordre des relations d'abord au sein même des vertus ? D'où d'ailleurs la difficulté à tenter de définir rigoureusement la justice : la définition suppose la délimitation et la distinction qui libèrent des approximations et confusions ; définir c'est rendre à chaque terme ce qui lui revient de droit, donc faire œuvre de justice : la définition de la justice se suppose elle-même dans l'acte de définition comme juste attribution !

Au sens d'ordre de la légalité politique positive et d'appareil au service de sa réalisation, l'emploi du terme de *justice*, que l'on a significativement envie d'écrire avec une majuscule, fait implicitement signe vers la dimension ontologique du terme, comme si l'Etat à travers la Justice se pensait ou se donnait comme l'ordre même des choses, d'où son nom à prendre au sens strict : l'Etat, parce qu'il s'identifie à l'ordre même des choses, au point qu'on en oublie les sociétés sans Etat (ou société « primitive »). Un ordre relatif, contingent, muable (celui de l'Etat et de sa justice) se donne à la faveur d'un implicite pour ce qu'il n'est pas : absolu, universel, nécessaire.

On pourrait alors en conclure que la justice est un terme vide, que l'on ne peut définir que par sa visée pragmatique : imposer dogmatiquement une évaluation. **La justice serait le produit d'une évaluation qui s'absolutise par sa référence précisément à la justice**. Même les pires crimes, les pires atrocités peuvent être commis au nom de la justice. A moins que l'on n'appelle justice